



Sivom du
littoral des Maures

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

Décision portant exonération de l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement collectif – M. et Mme MASTERSON

DECISION N° 2024_61

Le Président du SIVOM du Littoral des Maures,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22, alinéa 10,

VU la délibération n° 2020-01-03-19 d'installation du Comité Syndical en date du 25 juin 2020,

VU la délibération N° 2020-05-03-23 en date du 25 juin 2020 portant délégation d'attribution au Président en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, alinéa 4,

VU les articles L.1331-1 et L.1331-1-1 du Code de la Santé Publique,

VU l'article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté interministériel du 19 juillet 1960 relatif aux raccordements des immeubles aux égouts, modifié par l'arrêté 1986-02-28 du 14 mars 1986, et précisément l'article 1er, alinéa 5,

CONSIDERANT que le raccordement des immeubles au réseau public de collecte d'assainissement disposé pour recevoir des eaux usées domestiques et non domestiques, établi sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte,

CONSIDERANT que l'arrêté interministériel du 19 juillet 1960 précité a déterminé les catégories d'immeubles pour lesquelles des prolongations de délais, qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, peuvent être accordées,

CONSIDERANT que les parcelles cadastrées section BA n° 37 ; 38 ; 39 sises Allée des Lauriers, Domaine la Pinède à La Croix Valmer présentent des difficultés particulières de raccordement telles que mentionnées dans l'arrêté du 19 juillet 1960 art 1§5.

DECIDE

Article 1^{er}: M. et Mme MASTERSON, propriétaires des parcelles cadastrées section BA n° 37 ; 38 ; 9 sises Allée des Lauriers, Domaine la pinède à La Croix Valmer, bénéficient d'une exonération de l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement collectif pour le projet présenté, selon les conditions mentionnées ci-dessous.

Article 2 : L'immeuble doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

Article 3 : Le propriétaire veillera à respecter les préconisations de l'étude de conception pour la création de l'installation d'assainissement et plus particulièrement les recommandations des avis du SPANC en date du 7 octobre 2024.

Article 4 : Un contrôle de réalisation sera effectué par le SPANC, avant mise en service de l'installation impérativement, et conformément au règlement du service d'Assainissement Non Collectif en vigueur à la date des travaux, et ce afin de vérifier la bonne conformité des travaux.

Article 5 : L'exonération de raccordement à l'égout est accordée pour 6 mois sous condition que le contrôle de réalisation effectué par le SPANC à l'issue des travaux soit conforme.

Article 6 : Cette décision pourra être prorogée si les travaux de l'installation nécessitent du temps supplémentaire.

Article 7 : En cas de contrôle conforme, une nouvelle décision d'exonération de raccordement sera accordée pour une durée maximale de 10 ans.

Article 8 : En cas d'installation non conforme, l'exonération sera accordée sous condition de réaliser les travaux de mise en conformité dans un délai de 6 mois, au terme duquel ils seront à nouveau contrôlés par le SPANC ; en cas de contrôle négatif, l'arrêté sera frappé de caducité.

Article 9 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application «Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 10 : Messieurs les co-directeurs sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à la Préfecture du Var.

Pour extrait conforme
A Cavalaire-sur-Mer, le 17 octobre 2024

Certifié exécutoire par transmission
en Préfecture du Var le 21 OCT. 2024

Le Président,

Philippe LEONE
Maire de Cavalaire-sur-Mer

